

Cote du document:

A/47/477

Meilleur exemplaire

Disponible



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/47/477
29 septembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 78 de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Note du Secrétaire général

Comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe c) de sa décision 46/461 du 20 décembre 1991, le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée le rapport du Président du Conseil économique et social (voir annexe) sur les résultats de l'échange de vues informel qui a eu lieu durant la session de fond de 1992 du Conseil à propos du rapport du Groupe d'experts du Commonwealth sur les changements économiques et politiques qui interviennent à l'échelle mondiale et leurs incidences sur le processus de développement (voir A/C.2/46/12, annexe, et Add.1).

4.F.

ANNEXE

Résultats de l'échange de vues informel qui a eu lieu au Conseil économique et social à propos du rapport du Groupe d'experts du Commonwealth sur les changements économiques et politiques qui interviennent à l'échelle mondiale et leurs incidences sur le processus de développement

Rapport du Président du Conseil économique et social

1. Au cours de sa session de fond, le 22 juillet 1992, le Conseil économique et social a procédé à un examen informel du rapport du Groupe d'experts du Commonwealth. Un document contenant le résumé analytique du rapport du Groupe d'experts du Commonwealth intitulé "L'évolution de la situation mondiale et le développement économique : une étape nouvelle" a été distribué aux délégations (A/C.2/46/12, annexe, et Add.1). Le Président du Conseil a prononcé une déclaration liminaire. L'échange de vues sur ce rapport a commencé par une table ronde composée des personnalités ci-après : M. Arthur Brown, Gouverneur de la Bank of Jamaica et Président du Groupe d'experts du Commonwealth; M. Göran Ohlin, ancien sous-secrétaire général aux affaires économiques et sociales internationales; Mme Alice Amsden, professeur d'économie à la New School for Social Research; enfin, M. Shafiqul Islam, associé principal pour l'économie et les finances internationales au Council on Foreign Relations.
2. Le Président du Groupe d'experts a engagé les discussions. Les principaux éléments des changements intervenus dans les années 80 sur lesquels portait ce rapport étaient les suivants :
 - a) L'alourdissement de la dette des pays en développement;
 - b) La réduction des apports financiers nets aux pays en développement;
 - c) La baisse du taux mondial d'épargne et la concurrence accrue que se livraient les pays pour obtenir leur part des fonds disponibles;
 - d) L'élimination des tensions entre l'Est et l'Ouest et les possibilités accrues de réduire les dépenses militaires;
 - e) Le ralentissement des progrès dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition;
 - f) L'accroissement de l'interdépendance;
 - g) Le renforcement de l'intégration régionale;
 - h) Le rôle accru de petits groupes d'importants pays (tels que le Groupe des sept grands pays industrialisés) dans la gestion de l'économie mondiale;

- i) La réorientation des politiques économiques nationales vers une économie de marché et les répercussions que celle-ci a eues sur la coopération en matière de développement;
- j) La démocratisation et le déclin de l'étatisme;
- k) L'aggravation de la dégradation de l'environnement et le fait que les pays comprennent de plus en plus qu'ils ont tout intérêt à y mettre fin;
- l) La nécessité accrue d'adopter des politiques démographiques;
- m) L'intensification du trafic des drogues;
- n) L'importance accrue accordée à la nécessité de mieux assurer l'égalité des sexes;
- o) Le morcellement de certains pays et la montée de la violence ethnique et tribale.

3. Tenir compte de tous ces faits nouveaux tout en ayant à relancer la croissance et le développement dans de nombreux pays en développement était un problème particulièrement ardu. Il fallait innover dans les méthodes de coopération internationale si l'on voulait tirer parti des perspectives ouvertes par ces changements pour accélérer le développement et éliminer la pauvreté.

4. L'un des intervenants a qualifié le rapport du Groupe d'experts du Commonwealth de document historique. Selon lui, il fallait y voir une tentative hardie de proposer tant une vision qu'une interprétation des profonds bouleversements de ces dernières années. Aux XVIIIe et XIXe siècles, l'industrialisation avait pu être réalisée essentiellement grâce à l'invention de nouveaux produits et procédés. Au XXe siècle, en revanche, c'est sur l'apprentissage qu'elle avait reposé dans des pays tels que le Brésil, le Japon, la République de Corée, Singapour ou la Turquie. En l'absence de capitaux et de technologie, de faibles salaires étaient un important atout pour permettre à des pays en industrialisation tardive d'être compétitifs dans le secteur des produits manufacturés. L'expérience de l'Asie orientale avait cependant montré que la faiblesse des salaires (et les dévaluations) ne suffisait pas à créer un avantage compétitif sur la technologie supérieure de pays comme le Japon. L'intervention des pouvoirs publics devenait donc un élément indispensable de l'industrialisation tardive. Les gouvernements des pays d'Asie orientale subventionnaient et protégeaient leurs industries selon des critères de "réciprocité", c'est-à-dire que ces subventions dépendaient de la productivité et des résultats à l'exportation. Ce principe permettait de départager les pays à croissance et industrialisation rapides des pays à croissance lente où des subventions distribuées généreusement avaient maintenu les entreprises dans la dépendance.

5. Cet intervenant a déclaré que les programmes d'ajustement et de stabilisation devenaient une caractéristique du monde en développement.

L'Organisation des Nations Unies devrait contribuer à l'élaboration de normes de conditionnalité de l'aide afin de mieux en vérifier l'emploi. Les politiques imposées par les institutions financières internationales ne devraient pas être évaluées par ces seules institutions. Il devrait être possible de briser ce monopole de vues par des opinions dissidentes; il conviendrait par exemple que l'ONU procède à une évaluation indépendante des politiques de développement appliquées.

6. Un autre participant a noté que le rapport du Groupe d'experts du Commonwealth était extrêmement fouillé, presque encyclopédique, que l'on y décrivait un grand nombre de changements importants, mais qu'il se soldait par des propositions plutôt conventionnelles. Il en voulait notamment pour preuve l'appel que l'on y réitérait à un accroissement de l'aide publique au développement (APD), qui n'avait pourtant guère donné de résultats ces dernières décennies. La logique de l'aide était en contradiction avec celle de l'indépendance. Au bout de 30 ans, le comportement des pays donateurs avait changé : il était devenu plus complexe, plus enclin au bilatéralisme. En outre, les pays industrialisés connaissaient actuellement des difficultés. Sans une reprise de la croissance dans les pays développés, l'orientation générale de la volonté politique et de l'opinion publique n'était guère favorable à l'aide étrangère, même si cette aide n'était pas inutile. Toujours selon ce participant, c'était faire preuve d'une certaine légèreté que de croire qu'il suffirait d'en avoir la volonté politique pour réaliser l'objectif d'une aide au développement représentant 0,7 % du PIB des pays donateurs. Les cas où cet objectif était atteint (comme en Suède) s'expliquaient par des considérations politiques particulières.

7. Un autre participant s'est déclaré surpris que l'on ait manifesté si peu d'intérêt, dans ce rapport, pour les politiques nationales des pays en développement. La plupart des recommandations qu'il contenait s'adressaient au Nord ou à la communauté internationale, alors que la responsabilité ultime des citoyens d'un pays incombe au pays lui-même ou à ses couches dirigeantes. Dans certains cas, les pays en développement étaient leur propre pire ennemi. Ils avaient beaucoup à gagner à une amélioration de leur politique nationale. L'autonomie ne pouvait résulter que d'actions et de politiques rationnelles menées à l'échelon national. Cet intervenant s'est déclaré préoccupé par la dépendance à l'égard de l'aide. D'une part, plusieurs décennies d'aide n'avaient eu dans certains pays aucun résultat et, d'autre part, ceux qui avaient réussi ne le devaient pas à cette aide.

8. Des observations ont été faites par l'auditoire. Le Président du Groupe des 77 a noté que la dépendance à l'égard de l'aide n'était pas un phénomène délibérément recherché par les pays en développement. Après tout, l'environnement économique international résultait en grande partie des politiques des pays développés. Le Directeur de la Division des politiques et de l'analyse en matière de développement (Département du développement économique et social) a noté qu'il ne fallait pas, en mettant l'accent sur les seules politiques nationales, aller jusqu'à négliger l'importance du commerce pour la réussite du développement ainsi que la nécessité de libéraliser et d'étendre le commerce dans le monde entier.